

pays des compagnies d'envergure internationale. Le prix n'est pas trop élevé, nous nous portons bien, très bien, mais j'admets qu'il y a un risque.

Le sénateur Grosart: Comme vous dites, il faut accepter les faits; dans l'ensemble, croyez-vous que le Canada en a profité ou non?

M. Mackenzie: Il n'y a pas de raison d'en douter. J'espère que nous pourrions former quelques compagnies d'envergure internationale. Nous avons par exemple Massey-Harris dont la direction se trouve au Canada mais qui s'est répandue partout dans le monde. Il y a aussi MacMillan, Bloedel, qui prend une stature internationale. Il semble que nous pourrions en établir d'autres. Les compagnies internationales sont des réalités, et nous ne pouvons pas les changer.

Le sénateur Grosart: Il a été dit que le Comité devrait, entre autres choses, présenter au gouvernement une recommandation relative à la somme totale qu'il devrait consacrer à la recherche et au développement, exprimée peut-être en fonction du produit national brut. Croyez-vous qu'il serait bon de présenter un ensemble de recommandations ou que le gouvernement devrait adopter une politique de somme minimum à consacrer à la recherche et au développement. Et dans l'affirmative, comment cette politique pourrait-elle être administrée si elle consiste en dégrèvements d'impôts comme vous l'avez proposé.

M. Mackenzie: Je ne le sais pas parce que fondamentalement, ce que je propose, à l'égard de la recherche et du développement industriels, est de s'en remettre aux décisions individuelles des sociétés individuelles. En ce sens, il ne peut y avoir de contrôle. Le total des sommes en cause serait probablement minime comparativement à ce que dépenserait le gouvernement en recherche et développement parce que ce n'est qu'un aspect de la question. Naturellement, plus les sommes sont importantes, mieux c'est puisqu'elles proviennent des profits. Je ne parle pas ici d'engagements directs de sommes d'argent; c'est une question de pourcentage de profits imposables à venir.

Le sénateur Aird: Je me demande si vous avez lu l'excellent article de Joan Fraser qui a paru dans le *Financial Times* de lundi dernier. L'article se termine sur l'alternative de la création d'un ministère des Sciences et de la Technologie ou de la coordination d'autres

industries par le Conseil des sciences. Que pensez-vous de cette alternative?

M. Mackenzie: Je ne sais si mon avis vaut vraiment quelque chose.

Le sénateur Aird: Compte tenu de votre expérience, monsieur, et du point de vue de la concurrence puisque vous avez été du monde des affaires et que vous avez dû faire face aux problèmes quotidiens, vous pourriez nous dire ce qui vous paraît le plus acceptable.

M. Mackenzie: Je préférerais la coordination, c'est-à-dire que le gouvernement soit conseillé par le Conseil des sciences plutôt que par un ministre des Sciences et de la Technologie. Je crois personnellement que nous avons suffisamment de ministres et de ministères.

Le président: Cela se pourrait.

Le sénateur Grosart: Au premier alinéa, page 7, de votre exposé vous proposez, monsieur Mackenzie, que l'on donne au gouvernement un groupe de conseillers indépendants qui seraient choisis parmi des experts reconnus dans le domaine et que ce groupe soit daté d'un secrétariat. Est-ce que vous proposez la formation de ce groupe en plus du Conseil des sciences et du secrétariat des sciences?

M. Mackenzie: Oh, non. Il s'agit du Conseil et du secrétariat des sciences. Le Conseil des sciences est composé de représentants de l'industrie, d'universitaires et de fonctionnaires qui connaissent le sujet. Ce ne sont pas tous des fonctionnaires. La conception entière du Conseil est fondée sur des recommandations faites d'abord par M. J. C. Mackenzie.

Le sénateur Grosart: Préférez-vous le système américain ou le système européen?

M. Mackenzie: Je vois mal comment on pourrait confier cette tâche à un ministre des Sciences et de la Technologie, parce qu'il y aurait interférence entre ses fonctions et celles de plusieurs autres ministres.

Le sénateur Grosart: Le Royaume-Uni possède un ministère de ce genre, comme la plupart des autres pays d'Europe.

M. Mackenzie: Oui, je sais, mais je vois difficilement comment on pourrait organiser ce ministère. Il y aurait des conflits inévitables entre les ministres qui se partageraient la responsabilité des diverses sphères d'activité.